

LA REVUE D'ACTUALITÉS DE



L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde

DANS CE NUMÉRO

LES RÉDACTEUR-RICE-S DE
LA REVUE P.1

ZONE AFRIQUE DU NORD
/ MOYEN ORIENT ET
POINT FOCUS P.4

ZONE EUROPE P.12

ZONE AFRIQUE P.15

ZONE ASIE / PACIFIQUE P.18

ZONE AMÉRIQUES P.20

SOURCES POINT FOCUS P.24

AVANT-PROPOS



C'est toujours dans l'optique de vous rapporter une **sélection non exhaustive** des faits marquants survenus dans les camps de réfugié-e-s à travers le monde, et à partir de la documentation publique à laquelle nous avons accès, que nous vous présentons ce **neuvième numéro**. A cette occasion, l'équipe s'est agrandie et nous accueillons **10 contributeur-rice-s supplémentaires** ! Vous découvrirez leur profil de la page 1 à 3.

Cette rentrée a été marquée par les bombardements israéliens intensifs sur les **camps de réfugié-e-s de la bande de Gaza** : du camp de Jabalia au nord au camp de Rafah au sud, mais également par le manque de solutions d'hébergement des **mineurs étrangers isolés** en France, la hausse du nombre de **déplacé-e-s internes** au Soudan, ou encore les catastrophes naturelles survenues en Afrique du Nord. **La question de l'encampement est encore une fois au centre des préoccupations**. Ce trimestre, le **Point focus est dédié au Maroc**, suite au séisme ayant frappé le pays le 8 septembre dernier.

Bonne lecture !



Sara TRABI et Amel CHIGUER, Co-responsables éditoriales

LES RÉDACTEUR-RICE-S DE LA REVUE D'ACTUALITÉS



En novembre 2023, grâce au succès des numéros précédents, la revue d'actualités s'est agrandie. L'équipe de la Revue d'actualités vous accueille !

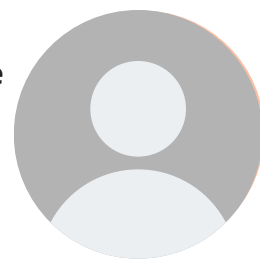


Sara TRABI - Co-responsable éditoriale

Étudiante en journalisme bilingue, elle a rejoint l'Observatoire des Camps de Réfugiés en novembre 2021. Diplômée d'une licence d'anglais, d'arabe et d'un master en relations internationales, elle a travaillé auprès de centres de réfugiés syriens avec la Fondation Intisar au Liban, et à l'iReMMO à Paris.

Amel CHIGUER - Co-responsable éditoriale

Diplômée en Droit International et Relations Internationales à Lyon III puis en Sciences politiques - Etudes Stratégiques à Paris Sorbonne Nord, elle a travaillé en gestion de projets internationaux avant de prendre la direction d'un centre d'Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile (HUDA).



Quentin MARQUET - Zone ANMO

Diplômé d'une licence de cinéma à l'Université de Strasbourg et du cursus développement informatique de l'École 42, il est entrepreneur et cofondateur de l'association culturelle Le Cercle Persan.

Agathe NATIJ - Zone ANMO

Diplômée de Sciences Po Grenoble et d'un master 2 Droits de l'Homme et Droit International Humanitaire obtenu à l'Université Paris-Saclay, elle travaille depuis plus de quatre ans comme officière de protection instructrice à l'OFPRA.



Andréa BENJAMIN - Zone ANMO

Diplômée d'un master en politiques sociales, Andréa a travaillé pour différentes organisations de soutien aux exilé-e-s. Elle mène également des études sur l'interculturalité et l'intégration des bénéficiaires de la protection internationale, avec une attention particulière portée aux populations afghanes.



LES RÉDACTEUR-RICE-S DE LA REVUE D'ACTUALITÉS



Anjali CLAES - Zone Amériques

Responsable de l'hébergement solidaire chez l'association Réfugiés Bienvenue, diplômée d'un Master en sociologie et anthropologie spécialisée sur les migrations de l'Université de Paris.



Lucía Zarazaga - Zone Amériques

Diplômée en Droit international à l'université de Paris et spécialisée sur la zone Amérique latine, Lucia rejoint l'OCR suite à son expérience auprès de la Cruz Roja Espanola autour de l'accueil de réfugiés.



Zélia BRIGGS - Zone Afrique

Diplômée d'une maîtrise en sécurité internationale à Sciences Po Lille. Après être passée par les services de l'Ambassade de France à New York, elle réalise actuellement une année de césure entre le Centre Afrique Subsaharienne de l'IFRI et la Mission de Défense de la France à Luanda, Angola.



Aya BOUBEL - Zone Afrique

Diplômée en science politique, et spécialiste des aires géographiques africaine, méditerranéenne et européenne, elle s'intéresse à la construction collective de la décision et aux liens entre savoir et politique dans le domaine de la migration et de l'asile.



Yusra ERRAGHIOUI - Zone Afrique

Depuis 2018, elle s'engage sur les questions des réfugiés et de santé mentale grâce à ses expériences académiques. Diplômée d'une licence en Psychologie clinique, elle poursuit ses études en M2 Migrations internationales à l'Université de Poitiers.



LES MEMBRES DE LA REVUE D'ACTUALITÉS



Kieu-Van Lê - Zone Europe

Mobilisée dans des associations de soutien aux exilé-e-s depuis 2019, comme Réfugiés Bienvenue, puis la Timmy, c'est par intérêt pour les enjeux historiques, politiques, et géopolitiques des trajectoires migratoires, et par volonté de participer à la visibilité de ces sujets, que Kieu-Van intègre l'équipe des rédacteur-riche-s en 2023.

Mounia AZZOUZ - Zone Europe

Précédemment engagée pour l'accompagnement administratif des réfugié-e-s, elle a rejoint le pôle revue d'actualité au mois de septembre. En parallèle, elle effectue le Master 2 Droits de l'Homme et Union européenne à l'Université Panthéon-Sorbonne.



Hector LEPAGE - Zone Europe

Diplômé d'un master en Relations Internationales à Sciences Po Toulouse, Hector s'est engagé dans plusieurs associations d'aide et d'accueil de publics migrants. Son grand intérêt pour les conditions d'accueil au sein des camps et pour le journalisme l'amène à rejoindre le pôle revue d'actualités de l'OCR.

Manon BALAGI - Zone Asie-Pacifique

Engagée depuis 2018 dans des associations pour l'accueil des nouveaux arrivants. Diplômée d'un master de négociations internationales et interculturelles, spécialisé sur les cultures indiennes, elle est aujourd'hui cheffe de projets dans un Institut de Recherche pour le Développement.



Elizabeth VÉNISSE - Zone Asie-Pacifique

Après des études de philosophie et sciences politiques, Elizabeth a effectué plusieurs expériences en ONG (Eurasia Net, ACTA VISTA) ainsi qu'en Organisation Internationale (ITER, FIDA). Elle est spécialisée sur la question proche et moyenne orientale et représente la Région Sud au Conseil Méditerranéen de la Jeunesse.

Lucie COURANT - Zone Asie-Pacifique

Entre l'histoire, le journalisme et les sciences politiques, Lucie a étudié de nombreux domaines tout en se spécialisant en parallèle, au gré de mémoires de recherche et de stages, dans le champ des migrations et du droit d'asile. C'est dans cette voie qu'elle commence cette année sa carrière.



Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient

| 11/07/2023

Raid israélien sur le camp de Jénine

Palestine. L'armée israélienne a effectué un raid de deux jours sur le camp de réfugié-e-s de Jénine, en Cisjordanie, début juillet. Le déploiement de force, impliquant un millier de soldats israéliens, a tué 12 palestinien-ne-s et un soldat israélien. La résistance locale aurait été minimale, une partie des 300 militants armés ayant quitté le camp dès le premier jour de l'attaque, mais des expert-e-s de l'ONU ont déclaré que la "punition collective" de l'assaut pourrait constituer un crime de guerre du fait d'un usage disproportionné de la force. Le camp de seulement 0,5 km² héberge une population très dense de plus de 11 000 personnes, îlot soudé de réfugié-e-s chassé-e-s de leurs terres en 1948.



[PLUS D'INFOS ICI](#)

« Daily life returns to Jenin camp after Israeli raid », publié le 11/07/2023 par *Al-Jazeera* (média qatari d'information sur le Moyen-Orient et le monde)

« Le camp de Jénine dévasté par l'armée israélienne », publié le 06/07/2023 par *Le Monde* (média français d'information générale)

| 20/07/2023

Le Programme Alimentaire Mondial réduit l'aide monétaire mensuelle à 120 000 réfugié-e-s syrien-ne-s

Jordanie. L'agence onusienne fait face à une "crise des financements sans précédent" en raison d'une conjonction de facteurs tels qu'une "fatigue" des donateurs sur le sujet syrien, la situation économique post pandémie et l'attention portée à la guerre en Ukraine. Elle a dû prendre des mesures, telle qu'une réduction de son aide versée mensuellement, de 32\$ à 21\$, aux réfugié-e-s syrien-ne-s des camps de Zaatar et de Azraq.

Malgré ces coupes, l'agence précise qu'elle reste confrontée à un budget déficitaire de 41 millions de dollars, et pourrait avoir à prendre des mesures additionnelles. Il convient également de noter que la Jordanie participe activement au processus de normalisation du président syrien Bachar al-Assad dans le monde arabe, et subit la montée d'un discours de rejet des réfugié-e-s syrien-ne-s.



[PLUS D'INFOS ICI](#)

« UN Cuts Monthly Aid for Syrian Refugees in Jordan Due to Funding Crisis », publié le 20/07/2023 par *The Media Line* (média en ligne américain couvrant l'actualité du Moyen Orient)

| 21/09/2023

Un réfugié palestinien lance une entreprise après avoir appris sur Youtube à réaliser des serres hydroponiques

Jordanie. Un réfugié palestinien originaire du camp de Jerash en Jordanie (aussi appelé "camp Gaza"), a lancé la startup "Senara", qui a développé une expertise dans les systèmes d'agriculture hydroponique. L'hydroponie permet la culture hors-sol des végétaux en environnement contrôlé, ainsi la startup installe ses serres sur les toits de bâtiments. L'entreprise assiste des réfugié-e-s souhaitant se lancer dans l'exploitation de leurs serres hydroponiques en tant qu'entrepreneurs, en leur fournissant une assistance technique, commerciale et juridique. L'entreprise dit proposer une solution particulièrement adaptée à ce pays : des réfugié-e-s limité-e-s dans leurs perspectives d'emploi créent leur activité, et développent une capacité agricole ne nécessitant pas de terre arable et peu consommatrice en eau, alors que la Jordanie manque cruellement de ces deux ressources.



PLUS D'INFOS ICI



« Libya and Jordan: How big a solution is hydroponics in two of the world's driest countries? », publié le 02/09/2023 par *Euronews* (chaîne pan-européenne d'information continu)

« Fostering Food Security and increasing water use efficiency through Hydroponic », publié le 22/03/2023 par *UNDP* (site du Programme des Nations unies pour le développement)

| 21/09/2023

Les problèmes de financement de l'UNRWA continuent d'affecter les camps palestiniens

Palestine. Un appel à pérenniser et consolider le soutien financier apporté à l'organisation, dont les financements sont en déficit chronique, a été lancé le 21 septembre par le chef de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugié-e-s de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Philippe Lazzarini, en marge d'un débat de l'Assemblée générale de l'ONU.

A cette occasion, une réunion des donateurs-riceuses a été organisée par la Jordanie et la Suède. Le Commissaire général de l'UNRWA a décidé d'ouvrir cette année les écoles de l'UNRWA, qui accueillent plus d'un demi-million d'enfants, sans certitude qu'elles puissent rester ouvertes pour le reste de l'année. Celles-ci ont été durement touchées par les mesures d'austérité et par les violences dans les camps de réfugié-e-s. L'UNRWA, créée en 1949, fournit une aide aux Palestiniens dans 59 camps officiels situés en Jordanie, au Liban, en Syrie et dans les Territoires palestiniens.



"IL EST DEvenu ABSOLUMENT INSUPPORTABLE DE FAIRE FACE À UNE SITUATION OÙ LES BESOINS DES RÉFUGIÉS PALESTINIENS AUGMENTENT, OÙ LES ATTENTES AUGMENTENT, OÙ LA RÉGION EST FRAPPÉE PAR DE MULTIPLES CRISES, ET EN MÊME TEMPS DE FAIRE FONCTIONNER DES SERVICES DE TYPE PUBLIC... AVEC DES FINANCEMENTS EN BAISSE"



Philippe Lazzarini, Commissaire Général de l'UNRWA

 [PLUS D'INFOS ICI](#) 

« Les problèmes de financement persistent et minent l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens », publié le 21/09/2023 par *ONU Info* (plateforme d'information de l'ONU)

| 21/09/2023

Affrontements dans le camp palestinien d'Ein el-Hilweh, le plus grand du Liban

Liban. Depuis fin juillet, le camp de réfugié-e-s palestinien-e-s d'Aïn El-Héloué, situé dans le sud du Liban, et abritant plus de 54 000 personnes, connaît un niveau de violences qu'il n'avait pas connu depuis plusieurs années, qui a causé des déplacements massifs de résident-e-s.

Des affrontements opposent la faction locale du Fatah, parti à la tête de l'Autorité palestinienne, à plusieurs groupes islamistes formant la coalition al-Shabab al-Muslim ("Jeunesse musulmane"). Ces affrontements se sont déclenchés après la tentative d'assassinat d'un militant islamiste par un membre du Fatah fin juillet, suivie le jour même par la mort d'un responsable de la sécurité du camp, partisan du Fatah, et de quatre de ses gardes du corps. Les combats ont repris début septembre. Malgré la situation, la vie a repris peu à peu, certain-e-s résident-e-s rouvrant leurs commerces, mais certaines maisons, trop endommagées, ont été abandonnées. Certain-e-s déplacé-e-s se sont réfugié-e-s dans des mosquées, des écoles ou encore des locaux de la ville voisine de Sidon.

 [PLUS D'INFOS ICI](#) 

« Liban : les combattants palestiniens s'accusent mutuellement des affrontements à Ain al-Helweh et soupçonnent Israël », publié le 21/09/2023 par *Middle East Eye* (média en ligne anglophone couvrant la région Maghreb/Moyen-Orient)

« Camp de Ein-El-Hilweh », publié en Mai 2020 par *L'Observatoire des Camps de Réfugiés*

| 23/09/2023

Des civil-e-s tué-e-s par le bombardement d'un camp d'Idlib

Syrie. Des roquettes tirées par les forces gouvernementales syriennes le 23 septembre ont tué deux personnes, un homme âgé et une femme, et blessé deux personnes dont un enfant dans un des camps de déplacé-e-s d'Idlib, près de la ville de Sarmin, selon les Casques blancs (une organisation de secouristes syrienne qui opère dans les zones échappant au contrôle du gouvernement). Le camp qui se situe dans le nord-ouest de la Syrie, se trouve non loin d'une ligne de front entre les forces gouvernementales et le groupe djihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS). Le bombardement du camp d'Idlib constitue une nouvelle violation du cessez-le-feu négocié en 2020 par la Russie et la Turquie à Idlib.

 [PLUS D'INFOS ICI](#) 

« Syrie: les forces du régime bombardent un camp de réfugiés », publié le 23/09/2023 par *Ici Beyrouth* (site d'information libanais indépendant)

« Camp de Idlib », publié en Mai 2020 par *L'Observatoire des Camps de Réfugiés*

| 24/09/2023

Deux Palestiniens tués lors d'un raid israélien dans le camp de Nour Chams

Palestine. Le ministère de la santé palestinien a annoncé que "deux Palestiniens ont été tués par des balles réelles israéliennes" dans le camp de réfugié-e-s de Nour Shams, situé près de Tulkarem, en Cisjordanie. D'après le mouvement Hamas, l'un des deux hommes était un de ses combattants. L'armée israélienne a déclaré avoir mené une opération de "lutte contre le terrorisme" et démantelé un "centre de commandement opérationnel". D'après un habitant du camp, l'armée a pénétré dans le camp durant la nuit et détruit plusieurs maisons. Israël mène régulièrement des opérations militaires terrestres en Cisjordanie, territoire qu'il occupe depuis 1967.



PLUS D'INFOS ICI

« **Deux Palestiniens tués dans un raid israélien en Cisjordanie** », publié le 24/09/2023 par *La Croix* (quotidien français catholique)

| 30/10/2023

De nouveaux raids israéliens dans le camp de Jénine

Palestine. Le 22 octobre, une attaque aérienne israélienne a détruit la mosquée Al-Ansar, située dans le camp de réfugié-e-s de Jénine, en Cisjordanie, et tué au moins deux Palestinien-ne-s. Les forces israéliennes ont déclaré y avoir visé un sous-sol qui servirait de base pour des militant-e-s palestinien-ne-s.

Depuis cette attaque, les forces de sécurité israéliennes ont lancé au moins trois autres raids à Jénine, qui ont tous fait des victimes.

Suite à l'attaque du Hamas contre Israël du 7 octobre, qui a été suivie depuis lors de bombardements israéliens sur toute la bande de Gaza, Israël a intensifié ses opérations en Cisjordanie et augmenté les restrictions pesant sur les Palestinien-ne-s qui y vivent, tuant plus de 100 d'entre eux/elles et en arrêtant plus de 1500 personnes.



PLUS D'INFOS ICI

« **In the West Bank city of Jenin, Israeli raids and strikes leave Palestinians wary** », publié le 30/10/2023 par *NPR* (site d'information de la National Public Radio, principal réseau de radiodiffusion américain)

| 14/10/2023

L'apparition de camps tentaculaires et sordides à Gaza

Palestine. L'armée israélienne a émis un ordre d'évacuation du nord de la bande de Gaza concernant 1,1 million de personnes, et procédé à plusieurs semaines d'intenses bombardements. Celles et ceux qui fuient plus au sud s'entassent dans des logements surpeuplés, des établissements onusiens non adaptés à l'hébergement tels que des écoles, des hôpitaux, ou des camps s'étendant à vue d'œil. À Khan Younès notamment, l'ONU distribue et installe des tentes sur d'anciens parkings.

Les conditions y sont chaotiques, alors que l'agence déclare manquer de tout, et voit par ailleurs certains de ses entrepôts dévalisés. Gaza abritait déjà huit camps permanents construits après 1948 pour loger les populations repoussées hors des frontières du nouvel État d'Israël. Événement douloureux appelé *la Nakba* (catastrophe en arabe) qu'ont ravivé les images récentes de réfugié-e-s palestinien-ne-s déployant des tentes de l'ONU.



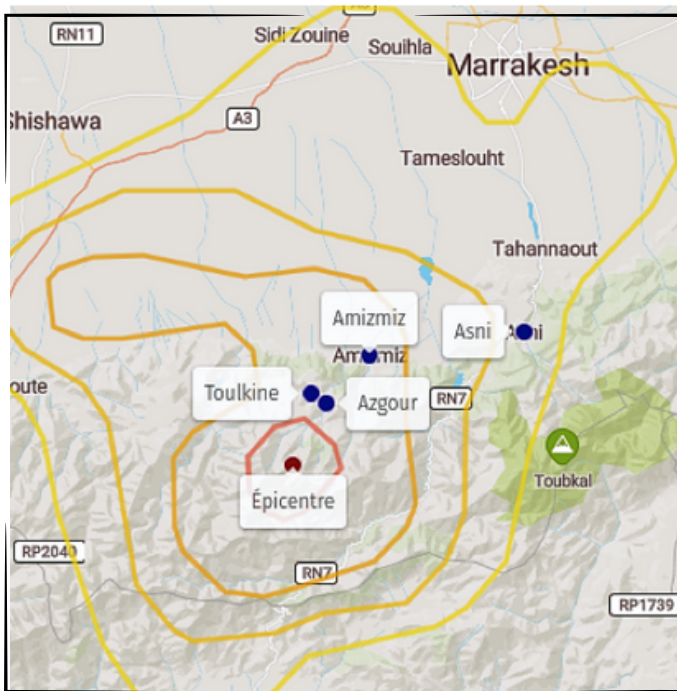
[PLUS D'INFOS ICI](#)



« **Palestinians flee northern Gaza after Israel orders 1 million to evacuate as ground attack looms** », publié le 14/10/2023 par *Associated Press* (agence de presse coopérative américaine)

POINT FOCUS

Quand les catastrophes naturelles créent de l'encampement au Maroc



Le Maroc a subi le 8 septembre 2023 un violent séisme, dont l'épicentre était proche d'Amizmiz dans la zone montagneuse du Haut Atlas, à 70 km au sud de Marrakech.

Le bilan qui s'élève à près de **3000 mort-e-s** et plus de **3000 disparu-e-s**, aurait impacté la vie de **2,8 millions de personnes** et touché **50 000 logements**.

L'établissement de **solutions d'hébergement** et d'infrastructures en urgence a posé un défi aux communautés locales, aux autorités, et organisations humanitaires, pour lesquelles **la création de camps a été une des solutions**. Près de deux mois après la catastrophe, se pose aujourd'hui la question des conditions d'un retour à la normale.



1 LES PREMIERS CAMPS FACE À L'URGENCE

À 48h du séisme, la presse décrivait la situation dans la **ville d'Asni**, où un **camp** avait été **construit** à la hâte **par la protection civile marocaine**. Le camp était complet quelques heures après son installation, et abritait **plusieurs centaines de familles**, principalement des femmes et des enfants. Les journalistes ont constaté que **plusieurs centaines de personnes ne pouvant bénéficier d'aucune solution campaient par leurs propres moyens dans les environs**.

Lors des premiers jours, le flux d'aides alimentaires et d'eau potable était très insuffisant dans cette ville, et des heurts entre rescapé-e-s ont été constatés lors des distributions.

C'est dans les zones les plus touchées, montagneuses, que l'aide a eut le plus de mal à parvenir. La couverture médiatique a relaté que les survivant-e-s ont dû attendre plusieurs jours avant de recevoir la moindre assistance. Ils ont alors compté davantage sur l'aide spontanée des communautés locales, et ont témoigné d'un sentiment d'abandon de la part des autorités. Les annonces gouvernementales ont été toutefois rapides, appelant la population à patienter pour une prise en charge qui ne manquerait pas d'arriver.

Une semaine après la catastrophe, il était question du **bilan de la gestion de l'hébergement d'urgence**.

La presse décrit alors des groupements d'abris installés par les rescapé-e-s grâce à des toiles distribuées par la protection civile marocaine, comme dans le village d'Azgour.

Ces abris étaient parfois placés directement à proximité des logements endommagés. Beaucoup de **familles étaient entassées** en surnombre dans **les tentes en quantité insuffisante, construisant** parfois des **extensions avec les moyens du bord**.

À une semaine du séisme, **l'arrivée de l'aide alimentaire était assez régulière**, assurée par des associations, ONG, mais aussi entreprises et particuliers. Mais les **difficultés d'accès** étant notoires dans cette **région**, les bénéficiaires devaient parfois **se déplacer par eux-mêmes aux points de distribution**.

L'accès à l'électricité ou des sanitaires a été inégal dans un premier temps, **seuls certains campements bénéficiaient de générateurs et de latrines**. L'organisation des secours a manqué de beaucoup de coordination, avec parfois des médecins bénévoles arrivé-e-s en surnombre, comme dans le village de Toulkine.

Des camps "modèles" ont été recensés, comme celui de **Sidi Hsaïne à côté d'Amizmiz**, monté par des **associations locales** avec une efficacité remarquable. Le campement de **290 personnes** disposait de **plusieurs jours de vivres précisément recensés dans une base de données, et les tâches du quotidien étaient réparties entre les habitant-e-s**.

Mais pour l'heure, les salles de classe de fortune mises en place, par exemple à Asni, demeurent sommaires et insuffisantes, et l'état des routes empêche de nombreux-ses élèves de s'y rendre.



2 **UNE GESTION ÉTATIQUE PLUS CENTRALISÉE DES AIDES**

Plusieurs **problématiques de plus long terme** se sont rapidement imposées aux autorités marocaines afin de faire face, après l'urgence, aux difficultés rencontrées par les sinistré-e-s dans les différents aspects de leur vie quotidienne.

Une dizaine de jours après la catastrophe, **l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE)** a annoncé avoir lancé une **opération d'électrification des camps des sinistrés dans plusieurs villages de la province d'Al Haouz**, en collaboration avec plusieurs entreprises privées. A titre d'exemple, **l'électrification du camp "Al Alia", situé à Amizmiz**, a été communiquée. Le **23 septembre**, l'ONEE affirmait que plus de **50% des tentes recensées ont été raccordées**.

Le séisme a aussi durement touché des régions qui souffraient déjà d'un stress hydrique, détruisant les récoltes et les canalisations dans de nombreux villages. Le 24 octobre, le ministre de l'agriculture, Mohamed Sadiki, a annoncé le lancement d'un programme d'urgence de mise à niveau agricole des zones sinistrées, qui comprend des mesures telles que la distribution gratuite d'orge aux éleveur-euse-s impacté-e-s, le remplacement d'animaux perdus et la réparation de canaux d'irrigation.

La scolarisation des enfants représente un enjeu de taille. Plus de **1000 établissements scolaires ont été endommagés ou détruits** selon le ministère de l'Éducation nationale, ce qui concerne environ **60 000 élèves**.

Le ministre de l'Éducation Nationale, Chakib Benmoussa, a annoncé qu'ils seraient reconstruits à temps pour la prochaine rentrée, et qu'en attendant, **600 « classes tentes » et 800 « classes modulaires » devaient être créées**.

Le ministère a prévu, à cet égard, de transférer 6 000 collégien-ne-s et lycéen-ne-s vers des internats de la région de Marrakech, et des centaines d'élèves ayant accepté ce déplacement ont pu reprendre leur scolarité.

La **vulnérabilité des quelques 100 000 enfants** affectés par le séisme pose également des **problèmes de sécurité**. Des prédateurs sexuels ont notamment été identifiés, en particulier via des publications sur les réseaux sociaux faisant allusion à des enlèvements et à du travail forcé de mineur-e-s. Un homme de vingt ans, soupçonné de pédophilie, a été arrêté à Er-Rachidia. Les autorités ont mis en place un **numéro vert ainsi qu'un formulaire de signalement en ligne afin de lutter contre la traite des êtres humains**. Des associations marocaines comme Touche pas à mon enfant et Kif Mama Kif Baba ont pris des mesures afin de lutter contre ces crimes.

L'enjeu du relogement des sinistré-e-s est d'autant plus urgent que l'hiver approche, et que la région du Haut Atlas est sujette à des températures pouvant atteindre les -10 degrés et à des tempêtes de neige qui isolent chaque année plus de 1000 villages en bloquant les routes.

La **région d'Amizmiz** a déjà été touchée par des **rafales de vent et des pluies diluviennes** dans la nuit du **21 octobre**, qui ont **détruit de nombreuses tentes**. Cette situation a poussé **nombre d'habitant-e-s d'Amizmiz à manifester le 24 octobre afin de critiquer l'insuffisance des aides reçues**.

PERSPECTIVE : ENTRE "CAMPEMENT" ET "RECONSTRUCTION"

Après le séisme, une **réunion de travail a été organisée le 14 septembre, aboutissant à un programme en deux phases : tout d'abord la prise en charge des populations puis le chantier de reconstruction**.

Ce plan est renforcé à chaque réunion de la commission interministérielle, qui communique progressivement ses décisions. Le 21 septembre dernier, un **budget de 120 milliards de dirhams (11 milliards d'euros)** destiné à la **reconstruction**, au **relogement** et à la valorisation des zones touchées au sud de Marrakech a été annoncé.

Cependant, cette **reconstruction s'annonce longue**. D'une part, les régions les plus touchées par le séisme sont difficiles d'accès, que ce soit par les voies terrestres ou aériennes, ce qui complique la progression du chantier. D'autre part, l'enjeu est de reconstruire sans céder à la bétonisation, en alliant durabilité, respect des normes parasismiques et préservation de l'architecture traditionnelle, notamment concernant *les douars* (villages).

En attendant, **les camps installés sont améliorés, afin de faire face à l'hiver**, surtout dans les zones montagneuses. De plus, des architectes ont été missionnés pour réaliser un prototype de *nouala*, cabane traditionnelle, comme piste de relogement provisoire.





Zone Europe

| 04/08/2023

Les municipalités allemandes peinent à héberger dignement les réfugié-e-s

Allemagne. Selon le Bureau Fédéral pour la Migration et les Réfugié-e-s (BAMF), 162 000 demandes d'asile ont été déposées en Allemagne au 1er semestre 2023. D'après les estimations, le chiffre pourrait atteindre les 300 000 demandes d'ici la fin de l'année.

Parallèlement, près de 25% des personnes arrivées pendant la crise migratoire de 2015 peinent encore à se loger durablement. Par conséquent, la durée d'hébergement des réfugié-e-s en centre d'accueil est de plusieurs semaines au lieu de quelques jours en temps normal. La saturation de ces centres, qui ne sont pas prévus pour un accueil de longue durée, a conduit plusieurs municipalités à alerter l'État et à demander de l'aide pour pouvoir accueillir dignement les réfugié-e-s. Dans le Land du Bade-Wurtemberg, la municipalité tente de trouver des solutions en proposant des garanties de loyers afin d'encourager les propriétaires à louer leurs biens et ainsi de trouver des places dans le parc privé.



PLUS D'INFOS ICI



« **Germany struggles to house refugees** »
article publié le 04/08/2023 par *InfoMigrants*
(site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 16/09/2023

Sur l'île de Lampedusa, les conditions d'accueil des migrant-e-s se dégradent en raison d'un afflux important

Italie. Entre le 12 et le 15 septembre 2023, environ 10 000 migrant-e-s ont débarqué à Lampedusa. Le "hotspot", unique solution d'accueil provisoire prévue sur l'île, d'une capacité de 400 personnes, a rapidement été submergé. La surpopulation rend l'accès aux douches impossible, les distributions de nourritures sont source de tensions et les transferts vers d'autres villes sont considérablement ralentis. Face à cette situation, plusieurs personnes tentent de fuir le camp. Selon Camille Schmoll, géographe et membre de l'Institut Convergences Migrations, cet afflux massif s'explique en partie par la désorganisation du secours en mer. La politique d'empêchement des autorités côtières vis-à-vis des ONG de sauvetage altère la répartition des rescapé-e-s dans les ports méditerranéens. Le durcissement des conditions d'accueil en Tunisie pousse également un certain nombre d'exilé-e-s à migrer. Si le camp est désempi depuis, les associations humanitaires présentes sur place dénoncent toujours un manque de moyens.



PLUS D'INFOS ICI



« **"Certains n'ont pas changé de t-shirt depuis leur arrivée" : à Lampedusa, la tension est à son comble dans le hotspot surpeuplé** » article publié le 16/09/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 26/09/2023

Dans la vallée de la Roya, Cédric Herrou ouvre de nouveau sa porte aux migrant-e-s

France. Suite à l'afflux exceptionnel de migrant-e-s sur l'île de Lampedusa depuis le 12 septembre, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin renforce la frontière franco-italienne. L'effectif passe de 500 à 700 policier-e-s et gendarmes pour procéder au contrôle et au renvoi des exilé-e-s tentant d'entrer en France. Depuis 2015, nombre de ces personnes s'aventurent plus au nord dans les Alpes pour éviter les contrôles entre Vintimille et Menton. Quand le ministre réaffirme son refus de les accueillir, Cédric Herrou, habitant de la vallée de la Roya, se prépare à l'affluence inévitable. Face à l'urgence de la situation, le fondateur de la communauté Emmaüs Roya ouvre de nouveau sa porte dans les hauteurs de Breil-sur-Roya. Une trentaine de personnes pourront être logées dans les cabanes en bois déjà présentes sur sa propriété. "On agit à la place de l'Etat" affirme le militant. Il ajoute : "Il y a une prise de conscience. Le discours politique actuel inquiète. Beaucoup de gens se mobilisent grâce au discours de Gérald Darmanin".



PLUS D'INFOS ICI

« “On fait ce que devrait faire l'Etat” : dans la Roya, Cédric Herrou ouvre un centre d'hébergement d'urgence pour migrants » article publié le 26/09/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 28/09/2023

A Calais, un important camp de migrant-e-s évacué par les forces de l'ordre

France. Début octobre, un campement de plus de 700 migrant-e-s, situé à Calais (Nord-pas-de-Calais), a été évacué par un important dispositif de policiers et gendarmes. Dans cette opération de démantèlement faisant suite à une décision de justice, plus de 500 personnes ont "accepté une mise à l'abri" et "21 personnes ont été interpellées en vue d'un placement en centre de rétention administrative", selon la préfecture de Calais. Les associations humanitaires locales déplorent une évacuation forcée de la population du camp, et dénoncent la "nasse" déployée par les forces de l'ordre lors de l'opération. Flore Judet, de l'Association "L'Auberge des Migrants", dénonce l'utilisation de gaz lacrymogène et les menaces d'arrestation contre les migrant-e-s qui refusaient de monter dans les bus. Il ne s'agit pas, selon elle, "d'une mise à l'abri", mais "d'une évacuation de force". La préfecture affirme que l'opération s'est déroulée "sans incident".



PLUS D'INFOS ICI

« Un important camp de migrants à Calais démantelé par les forces de l'ordre » article publié le 11/10/2023 par *Libération* (quotidien français d'informations générales)

| 28/09/2023

Sans solution d'hébergement, les mineurs étrangers isolés se regroupent la nuit dans le parc de Belleville

France. Le parc de Belleville, dans le Nord-Ouest de Paris, est un refuge chaque nuit pour près de 200 mineurs étrangers isolés, qui au petit matin, réveillés par la police, démontent et cachent leurs installations. Débutés de leur minorité et dans l'attente de leur recours, ces jeunes sont livrés à eux-mêmes et empêchés de se regrouper dans des lieux visibles. Sans famille, ils n'ont d'autre solution que d'errer dans les rues de la capitale et se cacher dans les parcs. Les associations de défense des droits humains qui les soutiennent réclament une mise à l'abri. Certains jeunes sont dehors depuis plus de six mois. En attendant une réaction de l'État, les services municipaux du 20ème arrondissement laissent les adolescents se reposer la nuit. D'après les associations, ce lieu de vie informel grossit de jour en jour et le nombre de jeunes doublerait dans les semaines à venir. Le froid et la pluie s'invitant, la situation devient alarmante.



PLUS D'INFOS ICI



« **“Dès que le parc ferme, on ouvre notre tente” : 200 mineurs isolés passent leur nuit dehors, dans le nord de Paris** » article publié le 28/09/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

| 09/10/2023

Le gouvernement entend “porter à 3 000” le nombre de places dans les CRA d'ici à 2027

France. Gérald Darmanin annonce dans une interview accordée au Parisien le 7 octobre l'intention du gouvernement de “doubler” pour porter à 3 000 le nombre de “places dans les centres de rétention” administrative (CRA) d'ici 2027. Onze localisations seraient concernées par la création de ces CRA : Dijon, Oissel, Nantes, Béziers, Aix-en-Provence, Goussainville, Nice, Olivet, Mérignac, le Dunkerquois et Mayotte. Les associations de soutien aux exilé.e.s craignent la reproduction de modèles de rétention défailants: l'Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Étrangers (Anafé) dénonçait en juillet dernier une zone “infestée de punaises de lit” à Roissy, quand la Cimade décidait en février 2023 de cesser son activité d'aide juridique au CRA de Mesnil-Amelot : “Les situations de violation du droit sont tellement nombreuses que l'exercice de notre mission au CRA est rendu impossible”.

“DEPUIS 2012, PARIS A ÉTÉ CONDAMNÉE 11 FOIS PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME (CEDH) POUR AVOIR DÉTENU DES ENFANTS EN CRA”.



Article publié le 09/10/2023 par *InfoMigrants*





Zone Europe



PLUS D'INFOS ICI



« Gérald Darmanin veut "doubler" la capacité des centres de rétention à "3 000 places" d'ici 2027 » article publié le 09/10/2023 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)



Zone Afrique

| 03/09/2023

Camp de Minawao : un accès limité aux ressources vitales

Cameroun. A 70 km de la frontière nigérienne, le camp de Minawao a été construit dans le but d'accueillir la population nigérienne qui a fui les violences de Boko Haram. Ce camp connaît un surpeuplement depuis Septembre 2023, avec une population qui dépasse 70 000 personnes, et un taux de naissances élevé, soit 77 naissances par semaine. Cette population est entassée dans un camp où l'accès aux ressources est insuffisant, surtout que la région est dépendante des activités agricoles qui sont endommagées par la forte sécheresse, engendrant une insécurité alimentaire et une rareté de l'eau.

Face à cette situation, des organisations ont coopéré avec le gouvernement camerounais afin d'assurer un meilleur accès aux soins y compris l'accès aux contraceptifs pour les femmes. Solidarité Internationale s'est engagée dans des efforts d'aide alimentaire, tandis que Lutheran World Federation (LWF) a entrepris la construction d'une station de traitement de l'eau. Cependant, ces initiatives demeurent insuffisantes pour faire face à la surpopulation, et elles ne répondent pas de manière adéquate aux besoins des mères et des bébés en matière de prise en charge.



PLUS D'INFOS ICI



« Camp des réfugiés de Minawao : 77 naissances par semaine pour une population estimée à 70 000 âmes », publié le 03/09/2023 par *Actu Cameroun* (site d'information camerounais)

« Camp de Minawao », publié en Septembre 2020 par *l'Observatoire des Camps de Réfugiés*

| 17/09/2023

Le Tchad, foyer des exilé-e-s du conflit soudanais

Tchad. Depuis le conflit soudanais, le Tchad est un des principaux pays d'accueil des réfugié-e-s fuyant le pays. Avant le début des hostilités, le pays saharien comptait près de 400 000 réfugié-e-s soudanais-es. Depuis avril, ce chiffre a doublé. Principalement d'origine Massalit, ethnie non arabe vivant entre les deux pays, les populations soudanaises déplacées sont rassemblées dans l'est du désert tchadien dans les trois camps de la ville d'Adré (département de l'Assoungaha), les camps de Metché et de Farchana.

Au fur et à mesure que le conflit s'enlise, les exilé-e-s affluent accentuant la pression démographique locale. Par exemple, dans la ville d'Adré où la population a septuplé, les prix des produits alimentaires de base explosent, l'eau potable et les infrastructures sanitaires manquent et le paludisme se répand de plus en plus vite du fait de la saison pluviale.

85 % des exilé-e-s seraient selon le HCR des femmes et des enfants, la plupart fuyant les exactions des paramilitaires et les milices arabes les soutenant.



PLUS D'INFOS ICI



« Guerre au Soudan: une situation humanitaire alarmante dans la ville tchadienne d'Adré », publié le 17/09/2023 sur *RFI* (station de radio publique française à diffusion internationale)

| 05/10/2022

Déplacé-e-s internes vers Mueda : des besoins fondamentaux urgents

Mozambique. L'instabilité politique continue à faire des ravages auprès des civils de la province de Cabo Delgado, qui est située au nord du Mozambique. Le camp de Mueda, localisé à 157 km au nord-ouest de Pemba (capitale de la région), a été établi en octobre 2017, en réponse aux violents affrontements entre les forces gouvernementales et des groupes armés islamistes.

Entre le 14 et le 26 Septembre 2023, ce camp a accueilli plus de 7 000 déplacé-e-s internes qui ont fui les attaques perpétrées par des groupes djihadistes affiliés à l'État islamique.

Le HCR a déclaré que l'afflux continu a laissé les camps de réfugié-e-s avec des capacités et des ressources insuffisantes pour répondre aux besoins des personnes déplacé-e-s.

L'équipe de Solidarité Internationale a répondu à cette urgence humanitaire en fournissant une aide alimentaire et des kits d'hygiène. Elle a également installé 10 forages afin d'assurer l'accès à l'eau et aux sanitaires. D'après le Comité international de la Croix-Rouge, des besoins fondamentaux supplémentaires seront forcément nécessaires pour répondre aux besoins de ces déplacé-e-s, qui continuent à fuir les groupes armés.



PLUS D'INFOS ICI



« Mozambique - Déplacement in Cabo Delgado », publié le 5/10/23 par *Relief Web* (portail d'informations humanitaires de l'OCHA, bureau de la coordination des affaires humanitaires)

| 08/10/2023

Des mannequins recruté-e-s dans des camps de réfugié-e-s au Kenya

Kenya. Une enquête du Sunday Times a révélé que de grandes marques de mode utilisaient des réfugié-e-s recruté-e-s dans le camp de Kakuma, au Kenya, par des agences de mannequin avant les fashion week. Le camp de Kakuma a été créé en 1992 dans la région nord-ouest du Kenya. Il est géré par le HCR et compte plus de 147 000 personnes déplacées et réfugiées, ayant essentiellement fui la guerre en Afrique de l'est et centrale, et vivant dans une pauvreté extrême. La plupart des mannequins sont sélectionné-e-s par des *scouts* (chasseurs de tête).

L'enquête a révélé qu'ils reviennent au bout de quelques jours ou semaines, sans avoir la garantie d'une installation en Europe ni d'une rémunération, souvent avec des dettes importantes à rembourser aux agences en raison des frais dépensés sur place qu'ils doivent prendre en charge. Dans un courriel adressé au HCR, la réfugiée de 23 ans, Biliny Manyang, repérée par Isis Models en 2019 à Kakuma, a appelé l'organisation à assurer un suivi auprès des réfugié.e.s aspirant à entrer dans l'industrie du mannequinat.



PLUS D'INFOS ICI



« How modelling agencies recruit refugees from one of the world's biggest camps », publié le 08/10/2023 par *The Times* (quotidien britannique de centre-droit)

enfants de moins de 5 ans étaient morts dans neuf camps de réfugié-e-s du Soudan, entre le 15 mai et le 14 septembre. Venant pour la plupart d'Ethiopie et du Soudan du Sud, les bébés ne peuvent plus être pris en charge du fait des attaques récurrentes contre les services de santé et de nutrition dues à la pérennisation du conflit. Les deux agences onusiennes recensent comme principales causes de ces décès infantiles la malnutrition sévère et la rougeole.



PLUS D'INFOS ICI



« Soudan: plus de 1 200 enfants de moins de 5 ans morts dans des camps de réfugiés », publié le 19/10/2023 sur *Anadolu Agency* (agence de presse turque)

| 19/10/2023

La guerre, la malnutrition et la rougeole causent la mort de milliers d'enfants au Soudan

Soudan. Le Soudan est ravagé depuis avril 2023 par un conflit opposant l'armée gouvernementale du Général Al-Burhan, aux paramilitaires du général Dagalo. Les aléas du conflit ont amené des millions de réfugié-e-s à fuir la capitale, Karthoum, et à se réunir dans des camps des régions alentours comme Um Sangour, Al Alagaya ou encore Khor Ajwal. Plusieurs populations, dont les enfants, sont particulièrement touchées et subissent les conséquences directes du conflit. Lors d'une conférence de presse en septembre 2023, l'UNICEF et le HCR annonçaient que plus 1 200




Zone Asie / Pacifique

| 24/08/2023

Recrudescence des violences de gang dans les camps de réfugié-e-s rohingyas de Cox's Bazar

Bangladesh. A la mi-juillet, les violences entre gangs rivaux ont fait 48 victimes dans les camps de la région de Cox's Bazar, au sud-est du Bangladesh, excédant déjà le total de 40 morts de l'année 2022. Dans ces camps de réfugié-e-s où vivent près d'un million de Rohingyas ayant fui la répression militaire de la junte birmane en 2017, le manque d'opportunités et de perspectives fait grossir les rangs des trafiquants de drogue et d'êtres humains. La violence quotidienne s'ajoute à des conditions de vie rendues difficiles par les incendies et typhons qui ont récemment touché le pays, et par l'affaiblissement des aides humanitaires depuis la guerre en Ukraine. Les autorités bangladaises dépassées, travaillent au renvoi en Birmanie de l'ensemble de ces réfugié-e-s. Certain-e-s décident de retourner au Myanmar pour rejoindre les groupes armés tels que l'Armée du Salut des Rohingyas d'Arakan (ARSA), l'Organisation de Solidarité Rohingyas (RSO) et le Munna Gang. D'autres rohingyas fuient le Bangladesh par la mer pour gagner l'Indonésie ou la Malaisie, parfois au péril de leur vie.



PLUS D'INFOS ICI

« Rohingyas: Gang violence stalks world's largest refugee camp » article publié le 28/09/2023 par *BBC* (site d'information générale britannique)

| 03/10/2023

Le Pakistan met fin à sa tradition d'accueil des réfugié-e-s Afghan-e-s

Pakistan. Depuis des décennies, des milliers de ressortissant-e-s Afghan-e-s trouvent refuge au Pakistan. Parmi eux, 600 000 sont arrivé-e-s depuis le retour au pouvoir des Talibans en août 2021 et beaucoup vivent dans des camps avec un accès limité à l'éducation, aux soins et à l'emploi. Cependant, les relations entre les deux pays voisins se sont détériorées. En effet, 24 attentats suicides se sont produits au Pakistan depuis janvier dont 14 auraient été commis par des Afghans, d'après le gouvernement Pakistanais qui accuse l'Afghanistan de fournir une base arrière au mouvement islamiste du Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP). En réaction, le Pakistan a exigé que les 1,7 million de déplacé-e-s afghan-e-s en situation irrégulière quittent le territoire d'ici le 1er novembre. En réponse, l'Afghanistan a dénoncé une mesure d'harcèlement et dément les accusations à l'encontre de son pays.



PLUS D'INFOS ICI

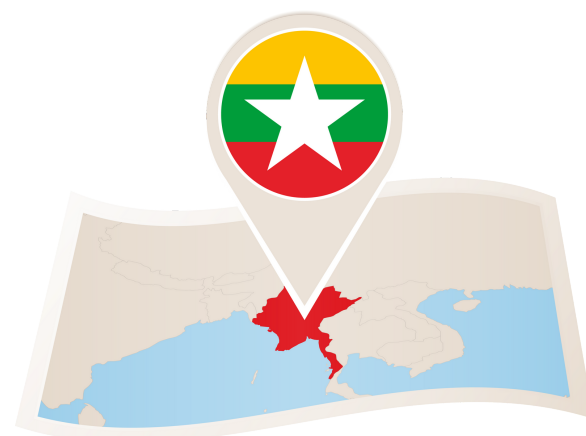
“Le Pakistan veut expulser plus d'un million d'Afghans vivant dans le pays” publié le 06/10/2023 par *Infomigrants* (site d'informations destiné aux migrant-e-s)



| 09/10/2023

Une attaque dans un camp de réfugié-e-s au Myanmar, à la frontière chinoise

Myanmar. L'armée du Myanmar a bombardé le camp de réfugié-e-s de Mung Lai Hkyet, situé au nord du pays près de la ville de Laiza, le 9 octobre. Avec 56 blessé-e-s et 29 mort-e-s, dont 11 personnes ayant moins de 16 ans, cette attaque de la junte militaire du Myanmar fait partie des plus meurtrières envers des civil-e-s. Elle a eu lieu dans la région Kachin, contrôlée par la KIA, l'Armée pour l'indépendance kachin créée en 1960, qui lutte contre la junte militaire au pouvoir grâce à un coup d'Etat en mai 2021. Cette dernière a beaucoup eu recours à sa force aérienne pour maintenir le contrôle du pays et l'attaque envers ce camp est emblématique de la situation : même les civil-e-s sont considéré-e-s comme complices de la KIA. Le camp abriterait environ 500 personnes, pour la plupart des personnes déplacées à l'intérieur du pays à cause des attaques militaires, n'ayant d'autres choix que de quitter leurs foyers. Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, a notamment appelé les responsables "à rendre des comptes" et a incité les pays voisins à usé de leur influence pour endiguer l'escalade militaire.


[PLUS D'INFOS ICI](#)


"Myanmar Military Bombs Refugee Camp. Killing 29, Rebels Say", publié le 10 octobre 2023 par *The New York Times* (quotidien d'information new-yorkais)



Zone Amériques

| 22/09/2023

La ville de New York va procéder à l'expulsion des demandeur-se-s d'asile isolé-e-s

Etats-Unis. Suite à l'accueil de 60 000 demandeur-se-s d'asile à New York, le maire a décidé d'appliquer une limite de séjour de 60 jours aux personnes isolées. Au 22 septembre, 10 800 demandeur-se-s d'asile avaient reçu une notice d'expulsion. Cette nouvelle mesure d'expulsion va à l'encontre du principe de l'hébergement pour tou-te-s en vigueur à New York.



PLUS D'INFOS ICI



"NYC shelters set to dump thousands of migrants to discourage new arrivals" publié le 22 septembre, 2023 par *Politico* (journal politique américain privé)

| 22/09/2023

Les réfugié-e-s à Honduras éprouvent de graves problèmes de santé liés aux conditions d'accueil

Honduras. Les équipes de Médecins Sans Frontières tirent la sonnette d'alarme quant aux problèmes de santé rencontrés par les personnes arrivées à Danlí, à Honduras proche de sa frontière avec le Nicaragua. Les réfugié-e-s, pour la plupart vénézuélien-ne-s, reçoivent un permis de passage à leur entrée dans le pays, mais sont contraint-e-s de rester en situation d'encampement, comme au parc de Monumente a la Madre, faute de moyens pour continuer leur trajet.

Il y a peu d'accès à la nourriture ou à l'eau saine, et les personnes sont exposées à des infections liées à la déshydratation, notamment les diarrhées aiguës. L'association revendique la construction de structures formelles d'accueil afin de limiter les risques sanitaires associés au fait de dormir dehors.



PLUS D'INFOS ICI



"Honduras: Humanitarian response is inadequate to help record numbers of migrants" publié le 6 octobre 2023 par *ReliefWeb* (portail d'informations humanitaires de l'OCHA, bureau de la coordination des affaires humanitaires)

| 09/10/2023

Ouverture d'un nouveau camp de réfugié-e-s à la frontière entre le Panama et le Costa Rica

Costa Rica. Le camp de Paso Canoas a été créé en mai dernier sur le terrain d'un ancien aéroport comme solution d'urgence face aux flux massifs de réfugié-e-s arrivant au Costa Rica. Suite à la traversée difficile de la jungle du Darién, certain-e-s migrant-e-s manquent de fonds pour se procurer un billet de bus en direction de la frontière avec le Nicaragua et se trouvent bloqué-e-s dans ce camp. Les conditions de vie dans cet endroit deviennent de plus en plus difficiles, notamment face au passage massif de migrant-e-s et le manque de préparation pour cet accueil. Ce camp ne compte que quelques toilettes insalubres et entourées de déchets.

En termes d'installations, une dizaine de mètres carrés de tôles ont été installés, sous lesquels quelques chanceux·ses parviennent à installer leur tente. L'accès aux soins médicaux n'est pas non plus garanti, alors qu'il s'agit d'une nécessité impérieuse compte tenu de l'état de santé dans lequel les migrant·e-s arrivent en raison de la difficulté du voyage.



PLUS D'INFOS ICI



"Un purgatorio entre Costa Rica y Panamá en el peligroso camino a Estados Unidos" publié le 9 octobre 2023 par *El Observador* (Journal hebdomadaire uruguayen d'information générale)

"Paso Canoas, un "infierno" para migrantes varados en la frontera de Costa Rica y Panamá" publié le 18 août 2023 par *France 24* (Média international d'informations en continu)

| 10/10/2023

Les conditions de vie déplorables des réfugié-e-s de Lajas Blancas et San Vicente au Panama.

Panama. Après avoir traversé la dangereuse trouée du Darien, la jungle qui sépare la Colombie du Panama, les réfugié-e-s sont envoyé-e-s par les autorités panaméennes dans les camps de Lajas Blancas ou de San Vicente. Le premier est composé de cabanes en bois avec des toits en tôle et le second, rouvert en 2022, est constitué de conteneurs avec des lits superposés pouvant accueillir jusqu'à 544 personnes.

En raison de la chaleur étouffante qui règne dans cette région, ces infrastructures ne sont pas adaptées à l'accueil des réfugié-e-s, qui préfèrent souvent dormir à l'extérieur. Ces camps ne disposent pas de suffisamment de nourriture pour le nombre de personnes qu'ils accueillent, ni d'eau potable ou d'eau courante. De plus, les soins médicaux se limitent aux premiers secours. Il n'y a pas de soins de traumatologie ni de médicaments de base. Ne disposant pas d'interprètes, la communication avec les réfugié-e-s est restreinte, ce qui empêche l'accès aux services médicaux ou la dénonciation de crimes, de décès ou de disparitions.



PLUS D'INFOS ICI



"Como el peligroso Tapón del Darién se convirtió en la encrucijada migratoria de las Américas" publié le 10 octobre 2023 par *Human Rights Watch* (ONG internationale de défense des droits de l'homme)

| 10/10/2023

21 millions de dollars sont requis pour accueillir dignement les déplacé-e-s internes

Haïti. Parmi les 200 000 déplacé-e-s internes en Haïti, suite aux catastrophes climatiques, économiques, et politiques auxquelles le pays a été confronté dans les dernières années, il est estimé que 70 000 dorment dans des installations improvisées, et 31 000 dorment dehors, ce qui augmente les risques d'agression sexuelle notamment



Zone Amériques

La coalition Abris co-dirigée par l'OIM et le gouvernement haïtien, et rassemblant des ONG et acteurs gouvernementaux, compte envoyer des kits de couvertures et autres matériels essentiels aux personnes en centre, ainsi que réhabiliter 53 centres et fournir plus d'aide financière directe.

 PLUS D'INFOS ICI 

"Haïti a besoin de 21 millions de dollars pour loger les sans-abris" publié le 10 octobre 2023 par ONU Info (plateforme d'information de l'ONU)

| 12/10/2023

L'accueil des demandeur-se-s d'asile dans des hôtels New-Yorkais suscite des tensions

Etats-Unis. Plusieurs comtés de l'État de New York portent plainte contre la ville de New York pour le mandat d'héberger des personnes demandeuses d'asile à leurs hôtels. Ils réclament la perte de revenus en forme de taxe, la violation des permis qui limitent la durée de séjour dans les hôtels, et la mise en danger de leurs communes. En retour, la ville porte plainte contre une trentaine de comtés pour fermeture inconstitutionnelle aux personnes demandeuses d'asile, tout en citant la xénophobie des gouvernants. Les comtés s'attaquent également aux hôtels, comme à Yonkers, où la ville porte plainte contre trois hôtels hébergeant 400 personnes dont 125 enfants. Au total, 2 200 personnes demandeuses d'asile sont hébergées aux frais de la ville de New York dans 14 hôtels à travers 7 comtés éparpillés dans l'Etat.

 PLUS D'INFOS ICI 

"Yonkers seeks fines against hotel for housing asylum seekers longer than a month" publié le 12 octobre 2023 par The Journal News (quotidien local de l'État de New York).

| 13/10/2023

Une réfugiée guinéenne de 29 ans meurt dans une zone d'attente entre le Mexique et les Etats-Unis

Etats-Unis/Mexique. Une réfugiée guinéenne de 29 ans était détenue dans un site de rétention en "plein air," institué par l'agence des frontières américaines entre les murs de frontière à Tijuana au Mexique d'un côté et San Ysidro en Californie de l'autre. La femme a eu une urgence médicale pendant son attente, mais n'a pas pu être soignée à temps, conséquence de la situation de la zone d'attente. Les réfugié-e-s peuvent attendre jusqu'à 5 jours dans les sites de rétention en plein air, le temps d'être reçu-e-s par un agent et déposer leur demande d'asile.

 PLUS D'INFOS ICI

"Advocacy group says a migrant has died on US border after medical issue in outdoor waiting area" publié le 13 octobre 2023 par AP News (agence de presse américaine à but non-lucratif).





Zone Amériques

| 13/10/2023

Un centre d'accueil pour 300 réfugié-e-s ouvre à Ciudad Juárez au Mexique

Mexique. Un nouveau centre d'hébergement va voir le jour à Ciudad Juárez, situé au nord du Mexique à la frontière avec la ville américaine d'El Paso au Texas. Le centre qui accueillera 300 réfugié-e-s se compose de quatre tentes, une lingerie, une salle de bain et un cabinet médical et sera géré par L'Institut National de Migration (INM), organisme public en charge de l'accueil des personnes migrantes.

Cela survient sept mois après la mort de 40 personnes dans un autre centre géré par l'INM, à 200 mètres du nouveau site, qui a connu un incendie meurtrier. Après une grève de la faim pour protester contre les conditions d'accueil indécentes, le centre aurait bloqué les accès, empêchant les résident-e-s de s'échapper au moment de l'incendie. Le Salvador a qualifié cet incendie de "crime d'État".



[PLUS D'INFOS ICI](#)



"Abren albergue junto al refugio donde murieron 40 migrantes en Ciudad Juárez"
publié le 13 octobre 2023 par *Crónica* (journal mexicain privé).

 **RETROUVEZ-NOUS SUR**



[@obsrefugies](#)



[Observatoire des
Camps de Réfugiés](#)



[@ObsRefugies](#)



[Observatoire des
Camps de Réfugiés](#)

NOTRE SITE INTERNET



[Observatoire des Camps de Réfugiés](#)

POINT FOCUS

SOURCES

- « Morocco earthquake affected 2.8 million people, says minister » publié le 22/09/2023 par Reuters (agence de presse mondiale et généraliste basée à Londres)
- « Séisme au Maroc : installation d'un camp d'urgence » publié le 10/09/2023 par France Info (média public d'information française)
- « Survivors frustrated and volunteers pour in as Morocco accepts limited foreign aid following deadly quake » publié le 13/09/2023 par CNN (chaîne d'information en continu américaine)
- « Au Maroc, la vie sous les tentes s'organise dans les régions frappées par le séisme » publié le 18/09/2023 par Le Monde (média français d'information générale)
- « Séisme au Maroc : le reconstruction s'annonce longue et complexe » publié le 19/09/2023 par Le Monde Afrique (média français d'information générale)
- « Le Maroc accorde 11 milliards d'euros pour reconstruire les zones touchées par le séisme » publié le 21/09/2023 par RFI (média français d'information sur l'actualité mondiale)
- « Séisme au Maroc : un plan Marshall lancé par le roi pour la phase de reconstruction » publié le 04/10/2023 par ArabNews (média saoudien en ligne)
- « Séisme au Maroc : les ONG alertent sur la présence de prédateurs sexuels dans les camps de sinistrés » publié le 19/09/2023 par Le JDD (hebdomadaire français d'information générale)
- « Séisme d'Al Haouz: Grande opération d'électrification des camps d'hébergement des sinistrés » publié le 24/09/2023 par Le Matin.ma (média marocain d'information générale)
- « Séisme : Sadiki lance le programme d'urgence de mise à niveau agricole des zones sinistrées » publié le 24/10/2023 par La Vie Eco (hebdomadaire marocain spécialisé dans les questions économiques)
- « Retourner à l'école après le séisme au Maroc, un immense défi humain et logistique » publié le 12/10/2023 par Le Monde (média français d'information générale)